

L'IMMIGRATION

LA RÉCUPÉRATION DES FRAIS DE DÉPLACEMENT DES IMMIGRANTS DE L'OUGANDA

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Compte tenu du geste humain et généreux qu'a posé notre gouvernement l'an dernier en invitant au Canada un certain nombre d'immigrants de l'Ouganda, peut-il dire à la Chambre si son ministère a maintenant adopté comme politique de recouvrer des réfugiés qui viennent au Canada par suite du climat politique inclément qui règne dans leur pays d'origine, les frais de transport encourus par le gouvernement?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je vais me renseigner à ce sujet et je ferai savoir au député ce qui en est.

* * *

L'AGRICULTURE

LA STIMULATION DE LA PRODUCTION—LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Vu qu'il a déclaré, paraît-il, que le gouvernement allait mettre en œuvre des programmes de stimulants propres à aider les cultivateurs à faire une culture du tonnerre cette année, peut-il dire à la Chambre quand ces stimulants seront mis en place, étant donné que les semences sont déjà très avancées?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, les prix sont assez stimulants pour eux. Ils ont utilisé beaucoup plus d'engrais et ensemencé autant de terre qu'il avait été prévu et ils en ensemenceront encore plus qu'ils ne l'ont jamais fait.

* * *

LES CRUES

LA MONTÉE DES EAUX DU LAC ONTARIO—LE CAS DES RIVERAINS SINISTRÉS—LA PROTECTION DES PROPRIÉTÉS DE L'ÉTAT

M. Kenneth J. Higson (Lincoln): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics. Est-il au courant de l'érosion constante des terrains vagues qui appartiennent au gouvernement du Canada en bordure du lac Ontario par suite de la montée croissante du niveau de l'eau là où on ne prend aucune mesure de protection, et des effets nuisibles de ce manque de protection sur les terres avoisinantes et aménagées qui appartiennent à des particuliers là où des mesures de protection de ce genre ont été prises ou sont prises? Nous dirait-il aussi ce que le gouvernement devrait faire, selon lui, au sujet de cette situation.

[Français]

L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, le ministère des Travaux

Questions orales

publics et le gouvernement du Canada ne se portent pas nécessairement responsables de tous les dégâts causés par l'érosion; il faut que l'érosion soit provoquée, soit par la navigation, soit par des travaux fédéraux, pour que nous en assumions la responsabilité. Il me faudra, dans les circonstances, vérifier la requête présentée par l'honorable député pour voir si cela relève vraiment de la responsabilité fédérale.

* * *

[Traduction]

LES AÉROPORTS

WINDSOR—LE PROJET D'AGRANDISSEMENT ET LES BESOINS NATIONAUX

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Peut-il donner à la Chambre l'assurance que l'agrandissement de l'aéroport de Windsor, en Ontario, est envisagé en raison des besoins nationaux, et non pas pour satisfaire à la demande de vols nolisés de Détroit.

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): De toute évidence, en raison de la demande locale.

[Plus tard]

M. Blackburn: Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il expliquer en quoi l'agrandissement de l'aéroport pour accommoder des aérobus géants peut répondre aux besoins d'une localité de l'importance de Windsor?

M. l'Orateur: A l'ordre. Exprimée en ces termes, la question prête à controverse ou amorce un débat... c'est-à-dire qu'elle est irrecevable.

* * *

L'INDUSTRIE

LA CHAUSSURE ET LES CUIRS—LE RAPPORT DU TRIBUNAL ANTIDUMPING—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Est-il maintenant en mesure de confirmer qu'il a reçu un rapport du tribunal antidumping au sujet de l'industrie canadienne de la chaussure? Si tel est le cas, quand fera-t-il une déclaration sur les intentions de son ministère ou du gouvernement en vue d'améliorer la pénible situation des industries de la chaussure et des cuirs au Canada?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, ayant reçu le rapport du tribunal antidumping, je ferai très prochainement une déclaration à ce sujet.